

# FORMULAIRE DE COMPTE-RENDU OFFICIEL

<b>DATE DE LA CONCERTATION</b>	Vendredi, 16 Juillet 2021 10:30 GMT +01:00
<b>TITRE DE LA CONCERTATION</b>	Quelles actions pour transformer les systèmes alimentaires, moderniser le monde rural et améliorer l'état nutritionnel des nigériens en relation avec l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ?
<b>COORDONNATEUR</b>	M. ALI BETY, Haut Commissaire à l'initiative 3N, Présidence de la République
<b>PAGE DE LA CONCERTATION</b>	<a href="https://summitdialogues.org/fr/dialogue/39508/">https://summitdialogues.org/fr/dialogue/39508/</a>
<b>TYPE DE CONCERTATION</b>	État membre
<b>CIBLE GÉOGRAPHIQUE</b>	Niger

Les résultats de la Concertation pour le Sommet sur les systèmes alimentaires seront utiles pour développer la voie vers des systèmes alimentaires durables là où elles ont lieu. Ils constitueront une contribution précieuse aux voies nationales et intéresseront également les différents groupes de travail qui préparent le Sommet : les pistes d'action, les groupes scientifiques et les Champions, mais aussi les autres Concertations.

# 1. PARTICIPATION

## NOMBRE DE PARTICIPANTS TOTAL

137

## PARTICIPATION PAR TRANCHE D'ÂGE

5 0-18

20 19-30

52 31-50

45 51-65

15 66-80

00 80+

## PARTICIPATION PAR SEXE

90 Homme

47 Femme

Je préfère ne pas répondre / autre

## NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE SECTEUR

22 agriculture/cultures

01 Pêche et aquaculture

12 Élevage

02 Agroforesterie

03 Environnement et écologie

02 Commerce

12 Éducation

09 Communication

15 Transformation des aliments

06 Commerce alimentaire, marchés

02 Industrie alimentaire

03 Services financiers

18 Soins de santé

16 nutrition

08 Gouvernement national ou local

02 Utilitaires

02 Industrie

02 Autre

## NOMBRE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE GROUPE DE PARTIES PRENANTES

13 Petite / moyenne entreprise / artisan

01 Grande entreprise nationale

00 Société multinationale

14 Petit exploitant

07 Exploitant moyen

00 Grand exploitant

03 Organisation non gouvernementale locale

15 Organisation non gouvernementale internationale

04 Peuple autochtone

12 Science et université

05 Travailleurs et syndicats

02 Membre du Parlement

06 Autorités locales

28 Gouvernement et institution nationale

02 Communauté économique régionale

14 Nations Unies

00 Institution financière internationale

01 Fondation privée / Partenariat / Alliance

07 Groupe de consommateurs

03 Autre

## 2. PRINCIPES D'ENGAGEMENT

### COMMENT AVEZ-VOUS ORGANISÉ LA CONCERTATION DE FAÇON À INTÉGRER, RENFORCER ET AMÉLIORER LES PRINCIPES ?

La concertation a été organisée sous forme d'atelier national avec des parties prenantes multiples du Gouvernement, des Agences des Nations Unies (NU), des PTFs, ONGs, organisations de la société civile et du secteur privé. Elle a été initiée par le par le Haut-Commissaire à l'Initiative 3N, Coordonnateur National et organisée en étroite collaboration et coordination avec la FAO, L'UNICEF, le PAM, l'OMS, la PNIN et l'ONG GRET. 75 participants ont pris part au dialogue. Mr Attaher Maïga, Représentant de la FAO au Niger a prononcé une allocution au nom de la Coordination des NU pour rappeler le contexte de la fragilité des systèmes alimentaires et l'ampleur des conséquences associées en présentant quelques chiffres et situations tirés du rapport SOFI 2020 et des rapports d'études et enquêtes nationaux du Niger. Il a ensuite lancé un appel à l'action de l'ensemble des parties prenantes pour des SA durables au Niger et a salué, au nom des NU, la nomination du Coordonnateur National tout en réaffirmant l'engagement à accompagner le Gouvernement et les autres acteurs dans ce processus. Le discours d'ouverture a été prononcé par Mr Ali Bety, Haut-Commissaire à l'13N et Coordonnateur National des Concertations sur les SA. Le Coordonnateur a réaffirmé l'engagement du Niger à poursuivre la consultation des acteurs à travers le processus des concertations jusqu'au sommet 2021 et au-delà, et d'en partager les résultats. Il a aussi rappelé l'ensemble des activités menées avant sa nomination et les dispositions prises depuis sa nomination pour rattraper le retard pris par le Niger dans le démarrage des concertations. L'Assistant au Coordonnateur et animateur de la concertation a présenté les objectifs du sommet et les détails sur l'ensemble du processus des concertations en 3 étapes et a rappelé les concertations subrégionales et indépendantes déjà réalisées, puis il a demandé à un membre de l'équipe de présenter les termes de référence des travaux de groupe en expliquant qu'une restitution sera faite en plénière.

### COMMENT AVEZ-VOUS FAIT EN SORTE QUE VOTRE CONCERTATION REFLÈTE DES ASPECTS SPÉCIFIQUES DES PRINCIPES ?

Au cours de cette concertation, nous avons été ravi de voir les décideurs de la partie Gouvernementale et ceux des PTFs discutés séparément de la même thématique. Cela a permis de confronter les points de vue de chaque groupe sur la base d'une série de mêmes questions portant sur la gouvernance des systèmes alimentaires y compris la décentralisation pour un meilleur fonctionnement des systèmes alimentaires ; la coordination multisectorielle des acteurs, et le financement des systèmes alimentaires. La partie Gouvernementale a ainsi pu examiner la situation et proposer des approches de solutions et inviter les PTFs à s'aligner sur les priorités identifiées. Du côté des PTFs, tout en acceptant d'entrée de jeu le principe d'alignement et d'accompagnement du Gouvernement, le groupe a identifié des goulots d'étranglement sur lesquels la partie Gouvernementale n'a pas insisté. La prise en compte et la conciliation des deux points de vue a permis d'avoir un regard plus large, tant sur le diagnostic que sur les solutions proposées pour renforcer la gouvernance, la coordination et le financement des systèmes alimentaires. Ces aspects sont capitalisés dans la section des résultats et intégrés dans la note de synthèse du pays.

### AVEZ-VOUS DES CONSEILS À DONNER AUX AUTRES COORDONNATEURS DE CONCERTATIONS SUR L'ÉVALUATION DES PRINCIPES D'ENGAGEMENT ?

Les Pays et les organisateurs doivent agir à temps dans la préparation nationale (Nomination du coordonnateur, mise à jour des parties prenantes et préparation technique et financière des concertations). Une assistance technique à la carte peut être nécessaire. L'adaptation du processus au contexte et aux capacités du Pays est très importante.

# 3. MÉTHODE

---

Les résultats d'une Concertation sont influencés par la méthode utilisée.

**AVEZ-VOUS UTILISÉ LA MÉTHODE RECOMMANDÉE DANS LE MANUEL DE RÉFÉRENCE DES COORDONNATEURS ?**

**Oui**

**Non**

# THÈMES ET RÉSULTATS DE LA CONCERTATION

## POINT D'INTÉRÊT MAJEUR

Le thème général de la concertation est : « Quelles actions de transformation des systèmes alimentaires pour la modernisation du monde rural et l'amélioration de l'état nutritionnel des nigériens en relation avec l'atteinte des ODD »  
Après la cérémonie officielle d'ouverture et l'introduction en plénière, les échanges se sont poursuivis en travaux de groupe. 5 groupes ont été constitués :

- 1- Dialogue de haut regroupant des acteurs du Gouvernement pour discuter de la thématique « Gouvernance multisectorielle, décentralisation opérationnelle et financement des systèmes alimentaires : quelles actions et approches en zone stables et zones fragiles » ?
- 2- Dialogue de haut regroupant les partenaires techniques et financiers pour discuter de la thématique « Gouvernance multisectorielle, décentralisation opérationnelle et financement des systèmes alimentaires : quelles actions et approches en zone stables et zones fragiles » ?
- 3- Dialogue des acteurs de la société civile et du secteur privé sur la thématique « Approvisionnement des marchés ruraux et urbains en fruits et légumes (Chaines de valeur des fruits et légumes) »
- 4- Dialogue mixte des acteurs étatiques de divers secteurs (Agriculture, santé, protection sociale, éducation...) sur la thématique : « Recherches et innovations sur le développement du monde rural » et « Biofortification par sélection végétale et promotion des variétés naturellement riches en micronutriments »
- 5- Dialogue mixte des acteurs étatiques de divers secteurs (Agriculture, santé, protection sociale, éducation...) sur la thématique « Chaîne de valeur du poisson (Pêche et aquaculture) »

Les groupes 1 et 2 ont travaillé en répondant à une série de questions posées à la suite de l'analyse situationnelle proposées, alors que les autres groupes ont d'abord discuté de l'état actuel de la situation (diagnostic), Ils se sont projetés dans la situation souhaitée dans 10 ans (2030), ont identifiés les atouts et leviers disponibles pour booster la transformation, puis ont proposé des réformes et investissements nécessaires pour parvenir à ces transformations pour des SA durables en 2030.

Chaque groupe a disposé d'un facilitateur et de deux rapporteurs dont un a partagé les résultats du travail en session plénière. Dans chaque groupe, chaque participant a eu l'opportunité de s'exprimer librement pour faire valoir ses idées. Les travaux de groupe ont duré 2 heures chacun (de 11h à 13h) et la restitution en plénière a pris 1h30 (de 15h à 16h30)

### PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## PRINCIPALES CONCLUSIONS

Il est ressorti des discussions ce qui suit :

- (1) Les systèmes alimentaires jugés complexes avec des interactions multiples rendant difficile l'intégration systématique des actions nécessaires, utilisant l'approche système, pour les adapter aux besoins nutritionnels ;
- (2) Les mécanismes de financement des systèmes alimentaires ont besoin d'un réel changement des pratiques et de paradigme budgétaires publics et des donateurs pour tendre vers des fonds communs sectoriels en plus du fond d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN). Il faut donc changer note façon de mobiliser et d'utiliser les ressources ;
- (3) L'adoption des lois et des décisions qui ne sont pas systématiquement suivies des décrets ou arrêtés d'application rend difficile l'action des secteurs concernés ;
- (4) Les prix des fruits et légumes sont élevés en Afrique de l'Ouest en général et au Niger en particulier. Comment le Niger peut-il s'inspirer de l'expérience du Kenya et de l'Afrique du Sud disposant des prix relativement bas desdits produits par exemple et comment mettre en place des politiques d'importations suivies pour combler les gaps actuels?
- (5) La pertinence ou non des subventions d'intrants agricoles qui portent au Niger sur les équipements agricoles et les engrais et le besoin de les étendre aux actions post-récoltes ;
- (6) La pertinence de l'aquaculture au Niger et son avantage comparatif face aux contraintes de sa mise en place dans un contexte sous-régional où les pays côtiers sont plus avancés. Les importations ne peuvent-elles pas être la meilleure option dans ce cas ? Les défis des pêches artisanales et l'empoisonnement des mares ont été évoqués notamment la surexploitation ou plutôt les faibles capacités de production par rapport aux besoins ;
- (7) L'accès est difficile aux semences adaptées des légumes comme la tomate durant toute l'année pour éviter des baisses de production et d'accès saisonniers des légumes frais produits au Niger. Comment rendre les innovations technologiques semencières plus accessibles aux petits exploitants ruraux et péri-urbains ?
- (8) La nécessité d'insister sur la bio-fortification par sélection végétale pour ne pas ouvrir la porte aux aliments bio- fortifiés par transgénèse ou organismes génétiquement modifiés (OGM) ;
- (9) La recherche et la dissémination des innovations sur les systèmes alimentaires coûtent chères et sont sous-financées, c'est pourquoi il faut des priorités bien définies centrées sur des technologies innovantes pour les petits exploitants par exemple pour le financement public. Il est également suggéré des alliances avec des institutions sous-régionales pour mutualiser les efforts. Le financement public de ce secteur doit être prévisible dans la durée pour percevoir ses dividendes ;
- (10) La vulgarisation agricole et l'éducation des consommateurs progressent grâce à la création de l'Agence de Promotion du Conseil Agricole et un projet d'envergure nationale d'amélioration de la vulgarisation agricole avec des approches nouvelles d'adaptation des besoins aux marchés ;
- (11) Les petits exploitants qui produisent 70 % des calories disponibles doivent être protégés par rapport au gros business agricole même si ce dernier n'est pas encore fréquent mais en progression ;
- (12) La compréhension commune en construction est nécessaire et l'utilisation de la terminologie qualifiant les systèmes alimentaires (durable, équitable, sain, sensible....) doit être harmonisée et maîtrisée.

La concertation a mis en évidence les nombreux défis à surmonter et l'énorme potentiel d'adaptation des systèmes alimentaires pour devenir dans l'avenir un puissant levier d'amélioration de la justice sociale et du bien-être de tous les nigériens.

## PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

## MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 1/5

Le Groupe 1 « Dialogue de haut regroupant des acteurs du Gouvernement » sur la thématique « Gouvernance multisectorielle, décentralisation opérationnelle et financement des systèmes alimentaires : quelles actions et approches en zone stables et zones fragiles » ?

Le groupe a eu à répondre à 4 questions posées à la suite d'une brève description de l'analyse situationnelle.

Q1 : Quelles actions prioritaires le gouvernement peut-il prendre pour accélérer le processus de décentralisation et déconcentration des services pour un meilleur fonctionnement des systèmes alimentaires ?

- Evaluation de besoin et potentialités d'accompagnement des communes et
- Renforcement de capacité de pilotage des collectivités territoriales ;
- Amélioration de la fonctionnalité et le leadership des cadres de concertations,
- Renforcement du maillage des services techniques et promotion de l'intersectorialité.

Q2 : Comment le Gouvernement compte-t-il améliorer le financement des systèmes alimentaires et à travers quels mécanismes ?

• En renforçant la disponibilité des ressources et le fonctionnement du Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN);

• Rehausser le niveau de financement du FISAN et de la Banque Agricole du Niger (BAGRI) pour atteindre les ambitions fixées;

• En renforçant le mécanisme et la capacité d'achat de vivres par l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) après les récoltes afin s'approvisionner chez les producteurs en quantité et à temps pour valoriser la Stratégie Nationale d'Achat Locaux Auprès des Petits Producteurs (SNALAPP).

Q3 : Comment les documents de politiques et de programmation (DPPD, PAP) peuvent-ils intégrer systématiquement des systèmes alimentaires durables et sains (sûrs et diversifiés) ?

- Faire un alignement entre les documents de planification stratégique-planification opérationnelle et la loi des finances;
- Travailler pour l'application effective et à tous les niveaux de la directive de l'UEMOA sur les budget-programme avec davantage de transfert vers les régions responsables de la mise en œuvre opérationnelle
- Bien cibler le cycle du budget et mener un plaidoyer pour que les besoins exprimés par les ministères et les collectivités local soient mieux couverts

Q4 : Comment le Gouvernement peut-il créer un environnement favorable au développement du secteur agro-alimentaire privé ?

- Développer l'approche de partenariat public-privé (PPP);
- Dimensionner les unités de production (UP) de façon proportionnelle aux capacités de production;
- Mettre en place un mécanisme de subvention des intrants agricoles;
- Définir et opérationnaliser un mécanisme pour l'allègement de la fiscalité

Défis au développement des SA

- Décentralisation et déconcentration peu effectives des services techniques en fonction des spécificités locales;
- Problème foncier (conflit droit moderne- droit traditionnel),
- Financement extérieur non aligné aux priorités nationales;
- Insuffisance de ressources humaines et matérielles au niveau des services techniques des collectivités territoriales;

Recommandations

- Décentralisation et déconcentration des services techniques en fonction des spécificités locales;
- Alignement du financement extérieur aux priorités nationales;
- Amélioration de la formulation de textes sur la décentralisation en vue de gérer le foncier;
- Création d'un fonds commun de financement de la sécurité/systèmes alimentaires (approche programme);
- Résolution des distorsions entre la loi des finances et les outils de planification des ministères et collectivités locales;
- Pilotage multisectoriel très fort

### PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat



## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 2/5

Le Groupe 2 « Dialogue regroupant les PTFs sur la thématique « Gouvernance multisectorielle, décentralisation opérationnelle et financement des systèmes alimentaires : quelles actions et approches en zone stables et zones fragiles » ? Le groupe a eu à répondre à 4 questions posées à la suite d'une brève description de l'analyse situationnelle.

Q1 : Quelles actions prioritaires les PTF peuvent-ils prendre pour appuyer le gouvernement (GVT) à accélérer le processus de décentralisation et déconcentration des services pour un meilleur fonctionnement des systèmes alimentaires (SA)?

A travers le plaidoyer avec des actions prioritaires suivantes :

- Mise en place des mesures d'accompagnement de la transition ;
- Application effective de la loi sur la décentralisation (prendre des mesure d'accompagnement, mettre en place un mécanisme de renforcement des capacités de la gouvernance locale)
- Renforcement du niveau régional et départemental

A travers le renforcement des capacités avec des actions prioritaires suivantes :

- Effectivité de la décentralisation ;
- Appui technique pour rendre effective la décentralisation
- Renforcement de l'intégration des questions des systèmes alimentaires sains dans les plans de développement communaux (PDC), plans de développement régionaux (PDR) et les plan d'investissement annuels (PIA)
- Appui à l'identification des organisations de de la société civile (OSC) qui pourront apporter un appui technique au niveau de la gouvernance locale

Q2 : Comment les PTF peuvent –il davantage appuyer le GVT à améliorer le financement des SA et à travers quels mécanismes ?

Le financement des systèmes alimentaires nécessite une priorisation préalable des chaînes de valeur qui doivent renforcer une alimentation saine

- Plaidoyer pour la décentralisation du financement des systèmes alimentaires dans les PDC et PIA
- Appui à l'élaboration d'un dossier d'investissement (pour montrer ce qu'on gagne en investissant dans les systèmes alimentaires) et ses supports de communication
- Alignement des PTF aux priorités du GVT
- Appui au GVT pour le passage à l'échelle des initiatives qui ont donné de bons résultats
- Respect des engagements pris par les PTF pour le renforcement du financement des associations à la base et le nexus humanitaire- développent -paix (HDP)
- Appui au GVT pour l'organisation des tables rondes de mobilisation de ressources

Q3 : Comment les PTF peuvent-ils mieux coordonner les financements et leur appui technique pour soutenir le GVT dans le renforcement des actions prioritaires, y compris le partenariat public –privé pour les SA durables et sains?

- Bâti sur la base des cadres de redevabilité : GVT, PTF, OSC
- Accompagner l'état dans la rédaction des documents stratégiques ;
- Accompagner le processus actuel gouvernemental sur le NEXUS HDP
- Investir dans la capitalisation du NEXUS HDP
- Promouvoir le dialogue entre le GVT et le secteur privé pour le renforcement de la chaîne de valeur, la responsabilité sociale des entreprises, l'employabilité des jeunes et des femmes ;
- Soutenir la génération des données, des évidences et capitalisation des expériences sur les SA sains et durables
- S'inspirer de l'expérience du fonds commun Santé (du MSP/P/AS) pour attirer des financements pour les SA

Q4 : Comment les PTF peuvent-ils soutenir le GVT pour permettre que les documents de politique et de programmation intègrent systématiquement les SA durables et sains?

- Appui technique et financier pour rendre les politique et programmations sensibles aux SA
- Appui à la vulgarisation des documents de politique et programmation et à leur mise en œuvre

Recommandations

- Créer un cadre de redevabilité des plateformes de coordination des PTF des SA
- Créer un groupe de PTF sur le SA/ cadre de concertation pour une démarche holistique des SA (Définition des rôles et responsabilités, terme de référence...)
- Accompagner le gouvernement sur le Nexus HDP (interventions et financements)
- Appuyer la capitalisation des expériences du Nexus HDP
- Mobiliser le potentiel de financement, assistance technique pour que les fonds jouent pleinement leur rôle et contribue aux objectifs nationaux.

## PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

## MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 3/5

Le Groupe 3 « Dialogue des acteurs de la société civile et du secteur privé sur la thématique « Approvisionnement des marchés ruraux et urbains en fruits et légumes (Chaines des valeurs des fruits et légumes) »

Q1 : Quels sont les problèmes actuellement rencontrés ?

- La disponibilité et l'irrégularité de l'offre (les matières premières, exemple de la tomate) ;
- L'accessibilité (L'acheminement des matières premières aux niveaux des marchés, enclavement, infrastructure, tracasseries routières, conditionnement des produits)
- La production (la non disponibilité des variétés adaptées) ;
- L'insuffisance dans la vulgarisation de la technologie adaptée (les serres et autres technologies) ;
- L'insuffisance de financement de la chaîne de valeur fruits et légumes ;
- La non maîtrise des marchés ;
- La non maîtrise du circuit de distribution (structuration, conservation, commercialisation,) ;
- Faible diversification des exploitations familiales ;
- Manque d'une organisation interprofessionnelle de la chaîne de valeur fruits et légumes ;

Q2 : Situation souhaitée dans 10 ans ou comment veut-on voir la situation améliorée dans 10 ans ?

- La sécurisation des personnes et des biens ;
- Disponibilité permanente des fruits et légumes ;
- Amélioration des conditions d'accès aux marchés ;
- Une autosuffisance des fruits et légumes ;
- L'interprofession de la chaîne de valeur est créée et opérationnelle
- SIMA (Système d'information sur les Marchés Agricoles)

Q3 : Quels sont les atouts pour améliorer la situation d'ici 10 ans ?

- Disponibilité des terres irrigables et eaux souterraines
- L'engagement politiques ;
- Disponibilité de la main d'œuvre ;
- L'existence de la stratégie nationale de développement de la chaîne de valeur ;
- L'existence de la demande ;
- La disponibilité des instituts et écoles de recherche agronomique ;
- La stratégie ZLECAF (zone de libre-échange continentale africaine) ;
- Disponibilité d'un potentiel des énergies renouvelables (solaire, l'eau) ;
- La disponibilité des partenaires d'accompagnements
- L'existence de l'axe stratégique de l'accélération de la croissance économique (PDES) ;

Q4 : Quelles actions (reformé ; intervention, investissement...) peuvent être mises en œuvre pour parvenir au changement voulu d'ici 10 ans ?

- Elaborer et mettre en œuvre un plan opérationnel de développement de la filière fruits et légumes ;
- Moderniser les moyens de transport ;
- Accroître la production fruits et légumes ;
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de désenclavement des bassins de production existants ;
- Décréter une journée nationale de promotion de la filière (fruits et légumes) ;
- Mettre à l'échelle la pratique des jardins potagers (amélioration de l'état nutritionnel)

Recommandations

- Créer une filière fruits et légumes dans les écoles ;
- Mettre à jour le répertoire des marchés (Cartographie) ;
- Mettre en place un comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations de la filière (fruit et légumes);

### PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 4/5

Le Groupe 4 « Dialogue mixte des acteurs étatiques de divers secteurs (Agriculture, santé, protection sociale, éducation...) sur la thématique 1: « Recherches et innovations sur le développement du monde rural »

Q1 : Quels sont les problèmes actuellement rencontrés ?

- Méconnaissance des bonnes pratiques de production et transformation ;
- Faible vulgarisation des technologies disponibles ;
- Faible accessibilité aux technologies innovantes ;
- Faible capacité d'investissement ;
- Faible accessibilité à l'énergie ;
- Faible appui à la recherche ;
- Désengagement de l'Etat à la recherche ;

Q2 : Situation souhaitée dans 10 ans ou comment veut-on voir la situation améliorée dans 10 ans ?

- Les producteurs maîtrisent les bonnes pratiques ;
- Les transformateurs maîtrisent les bonnes pratiques ;
- Les technologies performantes disponibles sont vulgarisées;
- Accès facile aux technologies innovantes;
- La capacité d'investissements des acteurs dans les technologies innovantes est améliorée;
- Énergie disponible à moindre coût ;
- Les capacités de recherches sont renforcées;
- La recherche sur les problèmes nationaux est financée.

Q3 : Quels sont les atouts pour améliorer la situation d'ici 10 ans ?

- Acteurs motivés
- Existence de centres de formation et de recherche ;
- Potentiel important en matières premières ;
- Existence de certaines technologies localement testées et adoptées;
- Existence du Fonds d'Investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN)
- Existence de la Banque Agricole du Niger (BAGRI)
- Existence des plateformes de services intégrés comprenant des boutiques d'intrants, radio communautaire, magasin de stockage et de vente de produits, conseillers agricoles (...) dites « Maison du Paysan » (MP)
- Existence du le Système National de Conseil Agricole mis en œuvre par l'Agence de Promotion du Conseil Agricole (SNCA/APCA)
- Existence du Réseau national des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) et des plateformes des organisations paysannes et organisations des producteurs
- Existence du Conseil national de la recherche agronomique du Niger (CNRA).

Q4 : Quelles actions (reformé ; intervention, investissement...) peuvent être mises en œuvre pour parvenir au changement voulu d'ici 10 ans ?

- Formation des acteurs sur bonnes pratiques (production et transformation) ;
- Renforcer les services de vulgarisation en ressources financières matérielles et humaines ;
- Renforcer les capacités des centres de formation et recherches
- Opérationnaliser les maisons du paysan (MP)

Recommandations

- Promouvoir les bonnes pratiques et les technologies pour la modernisation du monde rural

### PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## RÉSULTATS POUR CHAQUE THÈME DE DISCUSSION - 5/5

Le Groupe 5 « Dialogue mixte des acteurs étatiques de divers secteurs (Agriculture, santé, protection sociale, éducation...) sur la thématique : « Chaîne de valeur du poisson (Pêche et aquaculture) »

Q1 : Quels sont les problèmes actuellement rencontrés ?

- Changement climatique impactant sur la promotion de la pêche et l'aquaculture (assèchement des marres, ensablement du fleuve, prolifération des plantes envahissantes aquatiques) ;
- La non disponibilité des aliments de qualité pour l'aquaculture ;
- Insuffisance des spécialistes dans le domaine de l'aquaculture ;
- Surexploitation des ressources (non-respect de la réglementation) ;
- La pollution, l'inondation la sécheresse ;
- L'envahissement des plantes aquatiques ;
- L'insécurité, la pandémie de la COVID 19 ;
- Conservation du poisson ;
- La non disponibilité du poisson ;
- L'inaccessibilité du poisson ;
- Conflits entre éleveurs et pêcheurs

Q2 : Situation souhaitée dans 10 ans ou comment veut-on voir la situation améliorée dans 10 ans ?

- Développement de la filière aquaculture ;
- Disponibilité du poisson en quantité et en qualité ;
- Contribution accrue du secteur de la pêche et de l'aquaculture à améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de la population
- Création d'emplois et de revenus aux acteurs intervenant dans la chaîne de valeur

Q3 : Quels sont les atouts pour améliorer la situation d'ici 10 ans ?

- Disponibilité des marres et des retenues d'eau ;
- Existence du fleuve Niger ;
- Disponibilité des techniciens ;
- Disponibilité des sites favorables à l'aquaculture ;
- Existence de la Stratégie nationale de développement durable de l'aquaculture (SNDDA) 2020-2035 et son plan d'action ;

Q4 : Quelles actions (réforme ; intervention, investissement...) peuvent être mises en œuvre pour parvenir au changement voulu d'ici 10 ans ?

- Promotion de l'aquaculture pour la production des alevins qui contribuent à diminuer la pression sur les ressources et luttent contre la malnutrition ;
- Transformation du poisson en d'autres produits dérivés tels que « Indomi », poisson séché et mis en paquet et en farine en particulier par les femmes et les jeunes ;
- Empoisonnement massif des marres ;
- Installation des unités de fabriques d'aliment pour poissons ;
- Renforcement de capacité des aquaculteurs
- Elaboration et vulgarisation du décret d'application de la loi 2021 003 du 16 Mars 2021 portant régime de la pêche et de l'aquaculture au Niger
- Acquisition des équipements moderne de transformation et stockage et conservation du poisson
- Creusage plus profond des mares pour en améliorer la profondeur
- Désensablement du fleuve pour faciliter la pêche
- Accompagnement du secteur privé
- Promotion de l'élevage de poisson en rizière
- Promotion de la pisciculture en cage flottante dans les sites maraichers

Recommandations

- Mobilisation des ressources pour le développement de la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture
- Renforcement des capacités des spécialistes en pêche et aquaculture ;
- Création d'une agence pour la mise en œuvre et le suivi de la Stratégie nationale de développement durable de l'aquaculture (SNDDA)

## PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

## MOTS-CLÉS

- ✓ Finance
- ✓ Innovation
- ✓ Droits de l'homme
- ✓ L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- ✓ Compromis
- ✓ Environnement et climat

## POINTS DE DIVERGENCE

- La subvention des intrants agricoles : certains acteurs en séances plénière ont trouvé que cette recommandation avait du sens uniquement à court terme, car il crée une dépendance eux subvention, peut créer une distorsion sur la concurrence et les activités du secteur privé, mais peut aussi à long terme représenter un fardeau financier important pour l'état. D'autres au contraire pensent qu'un pays comme le Niger ne peut éliminer la faim sans subvention aux intrants et équipements agricoles
- Le financement extérieur non aligné aux priorités nationales : C'est une réalité dans certains cas ; cependant il y a aussi des cas où les ressources disponibles et alignées ne sont pas utilisées et sont retournées aux Donateurs. Il est donc nécessaire de travailler sur les deux paliers, l'alignement aux priorités nationales, et le renforcement des capacités de planification et d'absorption des ressources allouées.
- La bio-fortification des aliments : le concept de bio-fortification n'est pas bien connu et est trop souvent assimilé aux organismes génétiquement modifiés ; c'est une des raisons par exemple pour lesquelles la bio-fortification ne fait pas l'unanimité au Niger, en particulier auprès du Ministère de l'Agriculture. Il a donc été demandé de bien clarifier qu'il ne s'agit pas ici des OGM, mais de la sélection végétale et du croisement entre variétés pour aboutir à une variété nutritionnellement plus dense.
- Les lois et les décrets pris par le gouvernement ne sont pas systématiquement suivis respectivement de décrets et d'arrêtés d'application ce qui rend difficile leur application dans les secteurs productifs alimentaires pour certains tandis que pour d'autres notamment de la primature pensent que la loi est immédiatement applicable.

### PISTES D'ACTION

- ✓ Piste d'action 1 : Garantir l'accès de tous à une alimentation sûre et nutritive
- ✓ Piste d'action 2 : Passage à des modes de consommation durables
- ✓ Piste d'action 3 : Stimuler la production respectueuse de la nature
- ✓ Piste d'action 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables
- ✓ Piste d'action 5 : Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

### MOTS-CLÉS

- Finance
- ✓ Innovation
- Droits de l'homme
- L'autonomisation des Femmes et des Jeunes
- ✓ Politique
- ✓ Données et preuves
- ✓ Gouvernance
- Compromis
- ✓ Environnement et climat

# PIÈCES JOINTES ET LIENS UTILES

---

## PIÈCES JOINTES

- **Compte Rendu Officiel Etat membre-Niger 16.07. 2021**  
<https://summitdialogues.org/wp-content/uploads/2021/08/FR-Formulaire-CR-officiel-Concertations-nationales-Niveau-central-VF-09821.docx>

## LIENS UTILES

- **Lien communiqué sur la concertation nationale**  
<https://pnin-niger.org/web/2021/07/16/concertation-nationale-et-dialogue-multi-acteurs-sur-les-systemes-alimentaires/>
- **Message du Coordonnateur pré sommet**  
<https://pnin-niger.org/web/2021/07/27/declaration-du-niger-au-pre-sommet-des-nations-unies-sur-les-systemes-alimentaires-en-faveur-des-systemes-alimentaires-durables-equitables-plus-resilients-et-protecteurs-de-lenvironnement-d/>